



LE RÉPUBLICANISME BELLICISTE D'ALGERNON SIDNEY

PIERRE LURBE

Université de Provence (Aix-Marseille I)

Dans le vaste panthéon des héros républicains, Algernon Sidney (1623-1683) occupe la place de choix qui revient au martyr. Issu d'une famille aussi noble que célèbre — il était le fils du deuxième comte de Leicester et le petit-neveu du poète Philip Sidney —, Algernon rejoignit le camp du Parlement pendant la guerre civile, pendant laquelle il se battit avec un courage remarqué, notamment à Marston Moor. Élu au Parlement en 1646, il y joua un rôle éminent dans le domaine des affaires étrangères, avant que le coup d'état de Cromwell — qu'il tint toujours pour un usurpateur et un tyran —, ne le renvoie dans ses foyers. Après la dissolution du Protectorat en 1659, Sidney retrouva son siège, mais il fut contraint à l'exil à la Restauration : Charles II exigeait de lui qu'il fasse amende honorable pour son rôle sous la république, reniement auquel il ne pouvait se résoudre. Suivit un exil de près de vingt ans, en Italie d'abord, puis en Hollande (où il écrivit les *Court Maxims*, qui n'ont été découvertes et publiées qu'à la fin du vingtième siècle) et enfin en France, où il passa les onze dernières années qui précédèrent son retour au pays, en 1677. Loin de rester politiquement inactif pendant cette longue période, Sidney trempa dans divers complots, espérant d'abord obtenir le soutien hollandais pour organiser une invasion de l'Angleterre, puis n'hésitant pas, semble-t-il, à accepter de l'argent de Louis XIV dans le même but. De retour dans son pays, et dans le contexte de la crise de l'exclusion,¹ il prit part au complot de Rye House contre Charles II, mais avant d'avoir pu agir, il fut arrêté en juin 1683, ainsi que d'autres conspirateurs. Les *Discourses Concerning Government*, dont il avait commencé la rédaction en 1681 mais qui étaient encore inachevés au moment de son arrestation, furent trouvés parmi ses papiers. Les thèses que Sidney y défendait, et tout particulièrement la défense du droit de rébellion, furent autant de preuves à charge contre lui, dont l'accusation ne manqua pas de faire usage. Sidney fut condamné à mort pour trahison, et exécuté le 7 décembre 1683, après avoir remis aux shérifs présents sur l'échafaud une ultime déclaration dans laquelle il réaffirmait solennellement, à la face du monde, l'ensemble des principes républicains au nom

1. Cette expression désigne la tentative, par les whigs, d'exclure de la succession le duc d'York, frère du roi, en raison de son catholicisme affiché et de la menace que son éventuelle accession au trône aurait représentée en conséquence pour la Constitution anglaise.

desquels il mourait.² Cette mort exemplaire, que l'on n'hésita pas à comparer à celle de Socrate pour la force de caractère et la noblesse d'âme dont il fit preuve en ce moment suprême, fut décisive pour la fortune posthume d'Algernon Sidney. Lui-même canonisé comme martyr républicain, ses *Discourses* devinrent de leur côté, une fois publiés par John Toland en 1698,³ un texte fondamental du canon de la pensée politique républicaine, dont l'influence se fit sentir tout au long du dix-huitième siècle. Ils furent republiés en Grande-Bretagne en 1705, 1730, 1750, 1763, 1772, et 1794, publiés aux États-Unis en 1805, traduits en français dès 1702 (cette traduction fut republiée en 1755 et 1794), en allemand dès 1705.⁴ Thomas Jefferson lui-même le tenait, à l'égal de Locke, pour l'un des principaux inspirateurs de la conception américaine de la liberté politique et des droits de l'homme.⁵ Sa meilleure spécialiste française, Paulette Carrive, a pu à bon droit rendre hommage à Sidney en lui appliquant les épithètes de « patriote passionné », de « cœur ardent », d'« esprit lucide » et de « grand homme en vérité ».⁶

Sans m'inscrire en faux contre cette représentation de Sidney, qui est fondée sur de solides raisons historiques, je ne peux toutefois m'empêcher de faire état du sentiment tenace de malaise, et même d'effroi, que j'ai souvent éprouvé à la lecture des *Discourses*. Ce qui au fond m'a toujours posé problème dans sa pensée, c'est la véritable obsession guerrière qui s'y déploie, la fièvre belliqueuse qui la traverse et la transforme fréquemment en un véritable discours de la guerre. Non que ce constat soit neuf ; Jonathan Scott note que « the level of military emphasis in Sidney's republicanism is uniquely his own » [Scott, *Restoration Crisis*, 236], et va même jusqu'à écrire que « In many ways this unqualified bellicosity is the touchstone of Sidney's political thought » [Scott, *Restoration Crisis*, 236]. Le républicanisme de Sidney est en effet inséparable d'une dimension belliqueuse, au point que l'un et l'autre ne sont pas pensés séparément, et que la théorisation de la république ne va jamais sans son épiphanie guerrière : aussi est-ce du lien entre la république et la guerre dans la pensée politique de Sidney qu'il sera question dans ces quelques pages, à travers une relecture des *Discourses Concerning Government*.

2. Une traduction française intégrale de ce bref texte figure dans Paulette CARRIVE, *La Pensée politique d'Algernon Sidney*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1989, 233-235.

3. *Discourses concerning Government [...] Published from an original Manuscript of the Author*, Londres, 1698. Le manuscrit original ayant disparu, l'édition Toland est la seule source dont nous disposons pour connaître le texte de Sidney. La probabilité qu'il s'agisse bien d'un texte authentique est cependant très élevée, sa longueur et son caractère extrêmement répétitif tendant à prouver que l'intervention éditoriale de Toland a été des plus réduites. Voir le résumé de l'état de la question dans Jonathan SCOTT, *Algernon Sidney and the Restoration Crisis, 1677-1683*, Cambridge: Cambridge University Press, 1991, 202.

4. Le détail de ces éditions et traductions figure dans P. CARRIVE, 1989, 247-248.

5. Algernon SIDNEY, *Discourses Concerning Government*, Thomas G. WEST (ed.), Indianapolis, IN: Liberty Classics, 1990, xv. Le texte des *Discourses* sera cité d'après cette édition ; les références des citations seront données directement entre parenthèses, et mentionneront successivement le chapitre, la section, la page.

6. Paulette CARRIVE, « La vie et la pensée politique d'Algernon Sidney », in P. CARRIVE, *La Pensée politique anglaise de Hooker à Hume*, Paris : P.U.F., 1994, 268. Outre ceux qui ont déjà été mentionnés aux notes 2, 3 et 5 ainsi qu'au début de la présente note, j'ai également utilisé, pour l'ensemble de ce paragraphe, les ouvrages suivants : Algernon SIDNEY, *Les Maximes de la cour discutées et réfutées*, introduction par P. CARRIVE, traduction et notes par L. CARRIVE, Paris : Kimé, 1998 ; Alan Craig HOUSTON, *Algernon Sidney and the Republican Heritage in England and America*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1991 ; Jonathan SCOTT, *Algernon Sidney and the English Republic, 1629-1677*, Cambridge: Cambridge University Press, 1988.

Interrompus dans leur rédaction, qui durait depuis deux ans déjà, par l'arrestation puis l'exécution de leur auteur, les *Discourses* contiennent la quintessence de la réflexion politique de Sidney. Consacrés à la réfutation de *Patriarcha*,⁷ leur structure est tout entière calquée sur celle de l'ouvrage de Filmer, dont les thèses sont discutées — et ridiculisées — pas à pas, chapitre après chapitre.⁸ Ouvrage énorme (près de 580 pages dans sa réédition de 1990), prolixe et répétitif, à la fois touffu et diffus, encombré d'un fatras d'exemples, en général redondants, tirés de l'histoire antique ou de celle des républiques italiennes, les *Discourses* sont d'un accès malaisé ; même un lecteur aussi bien disposé à l'égard de leur auteur que Jonathan Scott ne peut que s'écrier : « We must thank the strong arm of the law both for saving the manuscript and for applying some limit to its length » [Scott, *Restoration Crisis*, 201]. Sidney n'était certes pas un adepte du style sec cher à Paul Valéry, et ce qu'il faut bien nommer sa lourdeur stylistique ne fut sans doute pas étrangère au désintérêt dont il fut victime au dix-neuvième siècle et pendant l'essentiel du vingtième siècle. On aurait tort toutefois de s'en tenir là, et de se laisser rebuter par l'allure générale d'un livre qui malgré les apparences contient bien un noyau théorique repérable, et dont l'ossature est constituée de thèses fermement énoncées et passionnément défendues. C'est cette logique sous-jacente aux *Discourses* qu'il s'agit maintenant de reconstituer.

L'objet explicite du livre, comme on l'a vu, est la réfutation de Filmer ; nous ne nous y attarderons pas. Il est beaucoup plus intéressant pour notre propos de relever que cette réfutation sert de cadre et de prétexte à l'affirmation des thèses propres à Sidney lui-même. Car l'autre objet du livre, et celui qui nous importe au premier chef, est bien celui-ci :

Our inquiry is not after that which is perfect, well knowing that no such thing is found among men; but we seek that human constitution which is attended with the least, or the most pardonable inconveniences. [II, 18, 180]

L'objet de la recherche de Sidney n'est donc pas de trouver la meilleure forme de gouvernement tout court, mais plus modestement la meilleure forme de gouvernement possible. Mais c'est encore gloser sa pensée de façon trop positive que de l'énoncer en ces termes ; il serait plus juste de dire que l'objet de sa recherche est de trouver non pas la meilleure, mais simplement la moins mauvaise des formes de gouvernement, celle qui comptera la moindre proportion possible d'inconvénients et d'imperfections. Dans cette différence d'accent — le meilleur possible, le moins mauvais possible — se joue bien davantage qu'une simple nuance dans la manière de présenter les choses. Car pour Sidney, le lieu commun selon lequel la perfection n'est pas de ce monde, et dont on trouve un écho dans le

7. De même d'ailleurs que le *Premier traité* de Locke et le *Patriarcha non Monarcha* de Tyrrell, rédigés — sinon publiés — exactement à la même époque.

8. Les *Discourses* sont organisés en trois livres (ou chapitres dans la terminologie de Sidney) comprenant 98 chapitres au total (ou sections, pour reprendre le terme qu'il emploie). Scott [*Restoration Crisis*, 213-214] décrit de la façon suivante la structure du livre : la réfutation du patriarcalisme de Filmer et de son attaque contre la théorie du droit naturel occupe l'ensemble du chapitre I, les sections 1-10, 16, 20 et 31 du chapitre II, la section 33 du chapitre III ; la typologie des républiques, et la démonstration de leur supériorité sur les régimes monarchiques, occupent les sections 11-29 du chapitre II ; la réfutation de l'absolutisme et l'appel à la résistance sont abordés de la section 30 du chapitre II à la section 14 du chapitre III ; enfin, l'histoire constitutionnelle des Anglo-Saxons, qui vise à démontrer la souveraineté absolue du Parlement, forme la matière des sections 15 à 45 du chapitre III.

passage ci-dessus cité, est à prendre au sérieux et au sens propre. Le monde est irrémédiablement imparfait, et voué aux jeux éternels de la mutabilité : « for in this world nothing is permanent: that which does not grow better will grow worse » [II, 23, 209].⁹ Pis encore, ce n'est pas d'un changement indifférencié qu'il s'agit là ; tout change, certes, mais ce changement est à sens unique, et conduit vers une dégradation et une corruption de toutes choses que rien ne saurait arrêter, et que l'on ne peut au mieux que ralentir ou différer. Le terme est certes anachronique, mais ce serait un assez juste résumé de sa conception des choses que de dire que pour lui, le monde est tout entier soumis au principe d'entropie. La tâche politique s'inscrit donc dans le cadre d'un monde irrémédiablement déchu, dans lequel les hommes reçoivent certes de Dieu la pleine liberté d'instituer toute forme de gouvernement qu'ils jugent souhaitable,¹⁰ mais sans jamais pouvoir la rendre ni parfaite, ni éternelle :

And as the noblest work in which the wit of man can be exercised, were (if it could be done) to constitute a government that should last forever, the next to that is to suit laws to present exigencies, and so much as is in the power of man to foresee. [II, 17, 173]

D'entrée de jeu, la tâche d'instituer une forme de gouvernement est, non pas disqualifiée, mais obérée par la certitude qu'il ne pourra jamais s'agir que d'un pis-aller, que de répondre dans l'urgence à des situations imprévues, et que l'avenir échappe à toute prise humaine. Ce pessimisme foncier est sans doute ce qui distingue le plus radicalement la pensée de Sidney de celle de son contemporain Harrington, dont toute l'entreprise, dans *Oceana*, reposait au contraire sur la conviction que la constitution d'une république immortelle n'avait rien d'impossible, pour peu que l'on s'y prenne convenablement :

For neither by reason or experience is it impossible that a commonwealth should be immortal, seeing the people, being the materials, never dies, and the form, which is motion, must without opposition be endless.¹¹

C'est encore pour cela, sans doute — autre différence capitale avec *Oceana* —, que les *Discourses* sont vides de toute réflexion théorique approfondie sur les institutions républicaines à mettre en place. En dehors de grands principes généraux,

9. Ces lignes sont un démarquage évident de ce passage des *Discours sur la première décade de Tite-Live* de Machiavel : « Mais, toutes les choses humaines étant en mouvement et ne pouvant demeurer immobiles, il faut qu'elles montent ou qu'elles descendent » [*Discours*, I, 6, in *Œuvres*, Christian BEC (ed.), Paris : Bouquins / Robert Laffont, 1996, 203]. Machiavel est une des sources principales de la réflexion de Sidney, et on peut se demander si le titre même de *Discourses* que l'Anglais a donné à son œuvre n'est pas un hommage explicite aux *Discorsi* du Florentin. Quoi qu'il en soit, je n'entreprendrai pas ici de discuter la question plus générale de l'influence de la pensée de Machiavel sur celle de Sidney.

10. Dans la mesure où toutes les formes de gouvernement résultent du libre choix et de la volonté des hommes qui les instituent, aucune n'est illicite, cependant que réciproquement aucune n'est plus licite que d'autres aux yeux de Dieu même. L'autonomie humaine est en effet pleine et entière ; c'est là un thème très important dans la pensée de Sidney, et sur lequel il revient à de nombreuses reprises : « [God] having given to all men in some degree a capacity of judging what is good for themselves, he hath granted to all likewise a liberty of inventing such forms as please them best, without favouring one more than another » [I, 6, 20] ; « I take liberty to say, that whereas there is no form appointed by God or nature, those governments only can be called just, which are established by the consent of nations » [II, 21, 196].

11. James HARRINGTON, *The Commonwealth of Oceana*, J.G.A. POCOCK (ed.), Cambridge: Cambridge University Press, 1992, 99.

rappelés à maintes reprises — dont le plus important est que les magistrats sont faits pour le peuple, et non l'inverse¹² —, rien qui ressemble, de près ou de loin, à la description extraordinairement précise et détaillée que fait Harrington des institutions océanes. Bien plus qu'une utopie, *Oceana* est un véritable projet politique, susceptible d'être appliqué très concrètement.¹³ À l'inverse, les *Discourses* sont exactement cela, un discours, une longue harangue propre à exciter l'ardeur républicaine, presque une incantation ; mais on aurait peine à en tirer la matière d'un programme politique. Non qu'il faille s'en étonner ; ce n'est pas tant par désintérêt pour les ennuyeux détails de la politique concrète que Sidney se détourne de la tâche d'élaborer un projet détaillé de constitution républicaine (encore que cette explication ne soit pas à écarter totalement : homme d'action impétueux, il n'avait guère le goût de théoriser), que parce qu'il s'agit d'une entreprise foncièrement vaine. En effet, dans le monde mobile et changeant qui est le nôtre, aucune constitution ne peut jamais être parfaitement adaptée aux nécessités du moment ; nul n'est lié par ce qu'ont fait ses ancêtres en matière de gouvernement, et il revient donc à chaque génération de modifier et d'amender ce qui doit l'être :

Those who are of better understanding, weigh all things, and often find reason to abrogate that which their fathers according to the measure of the knowledge they had, or the state of things among them had rightly instituted, or to restore that which they had abrogated; and there can be no greater mark of a most brutish stupidity, than for men to continue in an evil way, because their fathers had brought them into it. [III, 25, 462]

De fait, aucun retour aux principes premiers — aucune réduction aux principes, pour reprendre le vocabulaire de Machiavel — n'est possible, ni même souhaitable. Certes, Sidney écrit que « toutes les constitutions humaines sont sujettes à la corruption, et vouées à périr, à moins qu'elles ne soient renouvelées en temps opportun, et réduites à leurs premiers principes »¹⁴. Mais prise isolément de l'ensemble des propos de Sidney sur le sujet, cette assertion est si loin de traduire sa pensée qu'elle la trahit plutôt. Il est fort rare en effet, nous explique-t-il, qu'une constitution adéquate, et ne nécessitant aucun aménagement ultérieur, soit établie dès l'origine.¹⁵ Il s'ensuit nécessairement que ce n'est pas l'antiquité d'une constitution, mais son adéquation aux fins de tout gouvernement, qui en fait le mérite,¹⁶ de sorte que Sidney est si loin de faire sienne l'idée qu'il faudrait réduire les constitutions à leurs premiers principes, qu'il la rejette expressément :

12. « Princes as well as other magistrates were set up by the people for the publick good » [I, 20,74].

13. Tout lecteur français d'*Oceana* ne peut qu'être frappé par la ressemblance entre la subdivision territoriale qui y est proposée pour l'Angleterre, et le découpage du territoire français en départements lors de la Révolution française. Cette ressemblance n'est pas fortuite : l'abbé Sieyès, l'un des pères de la départementalisation, avait lu Harrington et il n'est pas impossible qu'il y ait puisé quelque inspiration. (Je remercie le Dr Rachel Hammersley, spécialiste britannique de la Révolution française, à qui je dois ce précieux renseignement).

14. « All human constitutions are subject to corruption, and must perish, unless they are timely renewed, and reduced to their first principles » [II, 13, 150].

15. « ... 'tis a rare thing for a city at the first to be rightly constituted: Men can hardly at once foresee all that may happen in many ages, and the changes that accompany them ought to be provided for » [II, 13, 150].

16. « We are not therefore so much to inquire after that which is most ancient, as that which is best, and most conducing to the good ends to which it was directed. As governments were instituted for the obtaining of justice, and (as our author [Filmer] says) the preservation of liberty, we are not to seek

Some men observing this [that nothing can be so perfectly framed as not to give some testimony of human imbecility, and frequently to stand in need of reparations and amendments], have proposed a necessity of reducing every state once in an age or two, to the integrity of its first principle:¹⁷ but they ought to have examined, whether that principle be good or evil, or so good that nothing can be added to it, which none ever was; and this being so, those who will admit of no change would render errors perpetual, and depriving mankind of the benefits of wisdom, industry, experience, and the right use of reason, oblige all to continue in the miserable barbarity of their ancestors, which suits better with the name of a wolf than that of a man. [III, 25, 462]

Ainsi, alors même que Sidney consacre de longs développements à la constitution originelle des Anglo-saxons [III,15-45], il ne saurait pourtant être décrit comme un pur et simple défenseur de l'idée qu'il faudrait en revenir à l'antique constitution du royaume. De fait, l'immense transformation de la société anglaise que représente le remplacement de l'ancienne noblesse par les *commoners* rend impossible un tel retour en arrière.¹⁸ Les *Discourses* contiennent donc des développements parfaitement explicites attestant de la conviction de Sidney que les institutions humaines sont indéfiniment perfectibles, que l'on peut et doit les améliorer pour tenir compte des nécessités toujours changeantes du moment, sans toutefois qu'aucun terme soit assignable à ce processus. On peut alors se demander s'il n'y a pas contradiction entre cette conception du devenir politique des nations, et la vision évoquée plus haut du monde humain comme soumis à un principe de mutabilité qui entraîne toutes choses vers la corruption et la mort. Cette contradiction est plus apparente que réelle, car Sidney décrit en réalité deux mouvements d'inégale puissance qui s'effectuent en sens inverse, et qui opèrent à des niveaux différents de la réalité. La loi générale qui gouverne le monde est celle de l'entropie, de la dégradation et de la corruption ; c'est elle la plus puissante. C'est dans ce cadre général que prennent place les efforts humains d'organisation et d'amélioration des formes politiques existantes : mais rien ne garantit que les bonnes réformes seront faites — c'est la rançon de la liberté —, et surtout, ces efforts doivent être d'autant plus soutenus et intenses qu'ils vont à contre-courant de la pente générale des choses. Tout relâchement de l'effort conduit non pas simplement à l'immobilité, mais à la régression, à la corruption, et à la mort. L'image triviale mais parlante du jeu auquel se livrent les enfants dans les escaliers mécaniques du métro ou des grands magasins permet de se représenter la chose : comme chacun sait, ce jeu consiste à gravir l'escalier descendant, et à monter suffisamment vite pour contrecarrer le mouvement qui vous emporte mécaniquement vers le bas. S'arrêter sur une marche, ce n'est pas faire du sur-place, c'est immédiatement redescendre. En somme, les hommes sont condamnés à une perpétuelle fuite en avant, dont rien ne garantit qu'elle sera suffisamment rapide et suffisamment puissante pour contrarier (mais jamais annuler) le mouvement en sens inverse qui

what government was the first, but what best provides for the obtaining of justice, and preservation of liberty» [III, 25, 460].

17. L'allusion à Machiavel, et spécifiquement au premier chapitre du troisième livre des *Discours sur la première décade de Tite-Live* : « Si l'on veut qu'une religion ou une république vivent longtemps, il faut les ramener souvent à leurs origines » [370-373 dans l'édition citée], est transparente ici.

18. « But if the commons are as free as the nobles, many of them in birth equal to the patentees, in estate superior to most of them; [...] it must be confess'd, that they are the true noblemen of England, and that all the privileges anciently enjoy'd by such, must necessarily belong to them, since they perform the offices to which they were annexed » [III, 28, 490].

emporte toutes choses vers le néant. La perfectibilité des institutions politiques selon Sidney a donc fort peu à voir avec une quelconque idée de progrès ; chez lui, pas d'évolution régulière, par paliers successifs, mais une évolution aléatoire, jamais assurée d'elle-même, toujours menacée, se déroulant dans un climat de lutte permanente : ceci n'est pas sans rapport avec la thématique de la guerre dont il sera question plus loin.

Ce cadre général étant posé, nous pouvons maintenant nous demander quel est pour Sidney le moins mauvais des régimes possibles. Reprenant Aristote, il dresse d'abord une typologie idéale des différentes formes de gouvernement, dont chacune reflète la répartition des vertus propres à exercer le gouvernement au sein du peuple considéré. Soit en effet ces vertus sont également réparties entre les hommes, auquel cas tous pourront prendre part aux affaires de la cité et c'est un gouvernement populaire qui sera établi ;¹⁹ soit ces vertus sont inégalement réparties entre les hommes, auquel cas deux possibilités se présentent : ou bien une minorité d'hommes possèdent les vertus en question, et la forme du gouvernement sera aristocratique,²⁰ ou bien un seul homme possède ces vertus d'une manière tellement éminente que nul autre n'y a part et qu'il les concentre toutes en sa personne, et alors la forme du gouvernement sera monarchique.²¹ Mais il ne s'agit là que d'un schéma purement idéal, qui ne reflète en rien la réalité. Il présuppose en effet que les vertus nécessaires pour gouverner se répartiraient de manière régulièrement décroissante le long d'un axe vertical, en formant une pyramide à la base de laquelle elles seraient réparties de manière homogène entre tous (gouvernement populaire ou démocratie), avant de se répartir de manière de plus en plus hétérogène à mesure que l'on monte vers le sommet (gouvernement aristocratique), puis de se concentrer en un seul point au sommet lui-même (gouvernement monarchique). Dans la réalité, les pôles extrêmes et opposés que représentent la monarchie absolue et la pure démocratie sont totalement exclus, car jamais il ne peut arriver que les vertus politiques ne soient concentrées qu'en un seul, ni symétriquement qu'elles soient également partagées entre tous. Ces deux hypothèses sont également absurdes. Quand Sidney évoque celle du roi par nature, c'est pour l'écarter d'emblée en soulignant qu'il s'agit d'un pur irréel : « *If there were a man, who in wisdom, valour, justice and purity, surpassed all others, he might be called a king by nature, because he is best able to bear the weight of so great a charge* » [I, 13, 38 ; mes italiques]. On ne saurait signifier plus clairement qu'un roi de ce genre est introuvable, et que par conséquent la monarchie absolue, qui est la forme de gouvernement qu'il assumerait nécessairement s'il existait, est contre nature. C'est donc seulement en raison de sa nature corrompue et dépravée que l'homme peut aspirer à être gouverné par un monarque absolu.²² Inversement, le gouvernement populaire, ou pure démocratie, dans lequel le peuple tout entier participe aux affaires de l'État, est une chose inconnue :

19. « A popular government is the best for a people, who are naturally generous and warlike » [II, 1, 77].

20. « The government of a few suits best with those, among whom a few are found to excel others in those virtues that are profitable to societies » [II, 1, 77].

21. « The government of one is good, when that one does so far surpass all others in those virtues, that he hath more of them than all the rest of the people together » [II, 1, 77].

22. « I think that monarchy can be said to be natural in no other sense, than that our depraved nature is most inclined to that which is worst » [II, 19, 189] ; « ... It will easily appear why the worst men have ever been for absolute monarchy, and the best against it... » [II, 20, 195].

As to popular government in the strictest sense (that is pure democracy, where the people in themselves, and by themselves, perform all that belongs to government), I know of no such thing; and if it be in the world, have nothing to say for it. [II, 19, 189]

Sidney admet à la rigueur que cette forme de gouvernement puisse être viable pour une entité politique d'échelle réduite, comme une ville,²³ mais il trouve l'hypothèse tellement risible, et même grotesque, qu'il ne ménage pas ses sarcasmes quand il l'évoque :

Being in no way concerned in the defence of democracy ... I may leave our knight [Filmer], like Don Quixote, fighting against the phantasmes of his own brain, and saying what he pleases against such governments as never were, unless in such a place as San Marino near Sinigaglia in Italy, where a hundred clowns govern a barbarous rock that no man invades, and relates nothing to our question. [II, 21, 195]

Dans le monde réel, donc, n'existent en réalité que les formes de gouvernement qui se trouvent entre les deux extrêmes à l'instant décrits, et qui relèvent toutes du gouvernement mixte, c'est-à-dire d'un mélange des trois formes pures.²⁴ Il n'existe cependant pas qu'une seule forme de gouvernement mixte — confusion dont Filmer se rend coupable²⁵ —, mais bien une variété quasi infinie de gouvernements de ce type,²⁶ qui tirent chacun leur nom générique de l'élément qui domine dans leur composition.²⁷ C'est ainsi que les gouvernements dans lesquels l'élément démocratique est prépondérant reçoivent leur nom de républiques. Mais ici encore, il n'existe pas qu'une seule sorte de république ; il faut à nouveau procéder à des distinctions supplémentaires entre les différents régimes républicains — en dresser la typologie —, et surtout, repérer parmi ces derniers lequel en particulier répond au critère permettant de définir ce qu'est pour Sidney le moins mauvais des gouvernements possibles. On verra en effet que le critère qu'il utilise, et qui est lui-même déterminé par sa conception de l'essence du politique, ne peut que l'amener, dans la logique qui est la sienne, à donner la préférence à une forme particulière de régime républicain.

Commençons donc par examiner la typologie des régimes républicains que propose Sidney, dans la très importante section 22 du deuxième chapitre des *Discourses*.²⁸ Les différents régimes républicains peuvent être distingués les uns des autres en fonction des fins qu'ils s'assignent, et qui peuvent être soit la guerre, soit la paix. À cette distinction fondamentale s'en superpose une seconde, entre les républiques organisées en vue de la guerre, et celles dont l'objet principal est le commerce. Mais chacune de ces catégories peut à son tour être subdivisée en deux

23. « As for democracy, he [Filmer] may say what pleases him of it; and I believe it can suit only with the convenience of a small town, accompanied with such circumstances as are seldom found » [II, 16, 166].

24. « There never was a good government in the world, that did not consist of the three simple species of monarchy, aristocracy and democracy » [II, 16, 166].

25. « Our author having huddled up all popular and mixed governments into one, has in some measure forced me to explain the various constitutions and principles upon which they are grounded » [II, 23, 209].

26. « the variety of forms between mere democracy and absolute monarchy is almost infinite » [II, 16, 166].

27. « The denomination was taken from the part that prevail'd » [II, 16, 169].

28. Cette typologie est en grande partie inspirée par celle qu'établit Machiavel au chapitre 6 du premier livre des *Discours sur la première décade de Tite-Live* [200-203].

sous-ensembles : les républiques guerrières comprennent d'une part celles qui n'ont en vue que leur propre défense (Sparte), d'autre part celles qui visent à l'expansion et à la conquête (Rome) ; les républiques commerçantes comprennent d'une part celles pour lesquelles le commerce et l'enrichissement sont une fin en soi, et qui confient leur défense à des mercenaires étrangers (Venise), d'autre part celles pour lesquelles l'enrichissement dû au commerce donne à leurs citoyens les moyens de mener par eux-mêmes les guerres dans lesquelles elles se trouvent engagées (Athènes). Parmi ces différentes formes de république, laquelle Sidney choisit-il ?

Deux réponses successives méritent d'être prises en compte, dont il faudra montrer la corrélation logique. D'abord, à l'instar des « meilleurs juges en ces matières » [II, 22, 205], Sidney déclare sa préférence pour « those constitutions that principally intend war, and make use of trade as assisting to that end: and think it better to aim at conquest, rather than simply to stand upon their own defence » [II, 22, 205] ; ensuite, au début de la section suivante, il précise que « that government is evidently the best, which, not relying upon what it does at first enjoy, seeks to increase the number, strength, and riches of the people » [II, 23, 209]. D'un côté, une définition dont l'accent porte sur la politique extérieure, délibérément belliqueuse et conquérante ; de l'autre, une définition dont l'accent porte sur la politique intérieure, qui doit viser au bien public par l'accroissement du nombre et de la richesse des citoyens, mais aussi de leur force. S'agirait-il de deux constitutions différentes, entre lesquelles il faudrait à nouveau choisir ? Non ; il s'agit bien de la même, vue sous deux angles différents. Le maillon qui les unit, la notion qui permet de passer de l'une à l'autre, c'est la force ('strength'). Le raisonnement de Sidney est le suivant. Toute entité politique a une vocation naturelle à s'accroître de toutes les façons — en population, en richesse, en force —, et il serait aussi absurde de brider cette croissance que d'empêcher un enfant de grandir.²⁹ Mais en mettant ainsi l'accent sur la croissance du corps politique, Sidney est conduit à accorder une place éminente à l'une des trois composantes du bien public : il s'agit de la force, sans laquelle la richesse de la nation a pour funeste effet d'attirer la convoitise de l'ennemi, sans laquelle encore le nombre d'hommes n'est qu'une multitude confuse, et inapte à défendre la richesse qu'elle s'est acquise.³⁰ Il s'agit d'une inflexion décisive, qui marque clairement que pour Sidney la politique est placée dès l'origine sous la dépendance de la menace extérieure, qui exige qu'on soit en mesure de l'affronter, force contre force.³¹ Ce qui est premier, c'est bien le rapport à l'ennemi : ce n'est donc que dans la mesure où l'on aura d'abord pourvu aux nécessités de la guerre (« ...principally intend war »), que l'on pourra veiller au bien public (« the [...] riches of the people; [...] the administration of justice, the preservation of domestic peace, and the increase of commerce » [II, 23, 209]. Le

29. « He that builds a city, and does not intend it should increase, commits as great an absurdity, as if he should desire his child might ever continue under the same weakness in which he is born » [II, 23, 209].

30. « This increase is also useless, or perhaps hurtful, if it be not in strength, as well as in riches or number: for everyone is apt to seize upon ill-guarded treasures; and [...] no numbers of men, tho naturally valiant, are able to defend themselves, unless they be well arm'd, disciplin'd and conducted. Their multitude brings confusion » [II, 23, 209].

31. Cette vision polémique de la politique entraîne et explique la minoration, dans son œuvre, des questions proprement institutionnelles. Comme l'écrit Pierre Manent à propos de Machiavel, en une formule à fort peu de choses près transposable à Sidney : « ... L'implication de l'extension spatiale dans la constitution du corps politique place l'institution dans la dépendance de l'action politique et militaire, l'intérieur dans la dépendance de l'extérieur », Pierre MANENT, *Naissances de la politique moderne : Machiavel/Hobbes/Rousseau*, Paris : Payot, 1977, 43-44.

monde politique est ainsi conçu en termes d'espace d'affrontement entre puissances, dans lequel chacune jouit du droit naturel, au sens hobbesien du terme,³² de faire tout ce qui est en son pouvoir pour sa propre préservation et pour se protéger des entreprises d'autrui. Aussi la mutabilité de toutes choses se traduit-elle, dans le monde politique, par un jeu incertain de rapports de force entre nations, que seule parvient à maîtriser celle qui n'hésite pas à se protéger des revers de la fortune en passant à l'attaque avant d'être elle-même attaquée.³³ Il est donc nécessaire d'être prêt à la guerre en vertu du principe selon lequel la meilleure protection, c'est l'attaque. Mais comme on le sait, la guerre préventive n'est bien souvent que le simple camouflage d'une entreprise de conquête.³⁴ Chez Sidney, nul besoin cependant d'un pareil camouflage. Car si la guerre préventive est nécessaire pour permettre à une nation de s'accroître à l'abri des prédatons d'autrui, cet accroissement même oblige réciproquement cette nation à conquérir de nouveaux territoires aux dépens d'autrui, pour y installer son surplus de population et s'acquérir de nouveaux moyens de subsistance :

Moreover, private families may by several arts increase their wealth, as they increase in number; but when a people multiplies (as they will always do in a good climate under a good government) such an enlargement of territory as is necessary for their subsistence can be acquired only by war. [II, 23, 210]

On ne saurait trop insister sur ce point : ce n'est ni en vertu d'un choix — ce qui présupposerait qu'il eût été possible d'agir autrement — ni en raison d'une méchanceté ou d'une agressivité particulières — le droit de nature est amoral —, que les nations agissent ainsi. Elles y sont purement et simplement contraintes par la nécessité : « If it do not grow, it must pine and perish; for in this world nothing is permanent; that which does not grow better will grow worse » [II, 23, 209].³⁵ Il n'existe pas de moyen terme entre croître et périr, et toutes les formes de gouvernement sans exception sont soumises à cette loi universelle :

This does no less concern monarchies than commonwealths; nor the absolute less than the mixed: All of them have been prosperous or miserable, glorious or contemptible, as they were better or worse am'd, disciplin'd, or conducted. [II, 23, 210-211]

La grande affaire de la politique, c'est donc la guerre ; par essence, la guerre est nécessairement guerre de conquête ; le meilleur gouvernement possible sera donc celui qui pourvoira le mieux aux nécessités de la guerre de conquête ; et ce meilleur gouvernement ne saurait être que républicain : si les trois premières de ces

32. « Le droit de nature, que les auteurs appellent généralement *jus naturale*, est la liberté qu'a chacun d'user comme il le veut de son pouvoir propre, pour la préservation de sa propre nature, autrement dit de sa propre vie, et en conséquence de faire tout ce qu'il considérera, selon son jugement et sa raison propres, comme le moyen le mieux adapté à cette fin », Thomas HOBBS, *Léviathan*, traduction de François TRICAUD, Paris : Dalloz, 1999, 128).

33. « La loi de la nécessité consiste en ce que celui qui n'attaque pas est attaqué », Michel SENELLART, *Machiavélisme et raison d'État*, Paris : PUF, 1989, 39.

34. Sur ce thème, voir Julien FREUND, *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris : Seuil, 1965, 41-48.

35. La perspective qu'adopte Harrington est radicalement différente. Chez lui, la guerre d'expansion ne résulte pas tant de la nécessité, que de considérations idéologiques: il s'agit de faire partager à la terre entière les bienfaits du meilleur gouvernement possible. Voir Pierre LURBE, « Le discours de la guerre dans *Oceana* de James Harrington », in *Guerre et identité*, textes réunis par Dominique DELASALLE, Caen : Presses Universitaires de Caen, 2001, 15-29.

propositions s'enchaînent logiquement, on ne voit pas à première vue en quoi la quatrième est la suite nécessaire de la troisième. Car si l'aptitude à conduire victorieusement des guerres de conquête est le critère du meilleur gouvernement possible, comment peut-on écarter la monarchie ? L'histoire est pleine d'exemples de grands conquérants qui étaient des monarques, et Sidney ne se prive pas de les évoquer, à commencer par Alexandre le Grand.³⁶ Mais la faiblesse qui disqualifie les régimes monarchiques, c'est leur incapacité à conserver les conquêtes ; à peine sont-elles acquises, que les voilà perdues, une fois disparu le chef exceptionnel à qui elles étaient dues.³⁷ Ce qui les ruine de l'intérieur tient à cela même qui les fonde, le principe héréditaire lui-même : « This disease is not only in absolute monarchies, but in those also where any regard is had to succession of blood, those under the strictest limitations » [II, 23, 211]. En effet, la valeur militaire, qui représente le comble de la vertu aux yeux de Sidney, et sans laquelle on ne peut ni conquérir, ni conserver ses conquêtes, est rigoureusement intransmissible ; il s'agit d'un pur don de nature. Aussi le meilleur gouvernement est-il bien celui qui promeut les hommes non en raison de leur naissance, mais de leur vertu propre, et il ne peut s'agir que de la république :

We have already found that in hereditary monarchies no care at all is taken of the commander: He is not chosen, but comes by chance; and does not only frequently prove defective, but for the most part utterly incapable of performing any part of his duty; whereas in popular governments excellent men are generally chosen; and there are so many of them, that if one or more perish, others are ready to supply their places. [II, 23, 213]

Née de la nécessité, la guerre ne se réduit pas chez Sidney à n'être qu'un simple moyen de la politique ; elle tend à s'ériger en finalité de l'action politique elle-même, et la forme républicaine du gouvernement est la plus apte à accomplir cette fin. Le lien entre république et guerre n'a donc rien d'adventice ; il est rigoureusement nécessaire. La guerre elle-même est par définition sans terme, sans fin ; la conquête appelle toujours la conquête, car renoncer à conquérir, c'est prendre le risque d'être subjugué par plus puissant que soi. Rien de plus éloigné de l'esprit de Sidney que cette juridicisation de la guerre qui était au cœur des préoccupations de Grotius.³⁸ La guerre n'a pas à être juste, car elle est toujours légitime ; sa fin n'est pas le rétablissement de la paix, mais la soumission de l'ennemi, voire sa destruction ; quant à l'agrandissement, il est si loin de n'être pas une juste cause de guerre³⁹ qu'il en est l'objectif nécessaire et permanent, résultant du jeu implacable de la nécessité : on ne choisit pas de faire la guerre ; on y est en permanence contraint. Puisque la guerre est un effet du jeu de rapports de force dans lequel toutes les nations se trouvent prises, on pourrait croire que Sidney n'y voit qu'un mal nécessaire. Mais il est évident qu'elle est à ses yeux bien plus que cela ; sans doute la guerre est-elle nécessaire, mais elle n'en est pas moins désirable pour autant. C'est un véritable frémissement d'exaltation qui parcourt les nombreuses pages dans lesquelles il décrit les exploits militaires des Anciens, des républiques italiennes, de

36. Voir par exemple II, 12, 142-143.

37. « The Persians who under Cyrus conquer'd Asia, were like swine exposed to slaughter when their discipline failed, and they were commanded by his proud, cruel, and cowardly successors » [II, 23, 211].

38. Voir Yves Charles ZARCA, « La paix chez Grotius », in Y.-Ch. ZARCA, *Philosophie et politique à l'âge classique*, Paris : P.U.F., 1998, 169-180.

39. C'était le point de vue de Vitoria : « L'agrandissement de l'Empire n'est pas une juste cause de guerre », cité in ZARCA, 1998, 177.

la république anglaise. La guerre n'est pas pur exercice de la force, mais aussi épreuve ultime de la vertu des peuples, expression de la volonté de puissance. Car s'il est une passion qui domine les *Discourses*, c'est bien la gloire, cette « exultation de l'esprit que provoque l'image de notre puissance » ;⁴⁰ la quête de la gloire, ce « plaisir de la puissance » [Zarka, *Hobbes*, 141], colore en profondeur toute la pensée d'Algernon Sidney. En profondeur: cette quête va si loin, en effet, qu'elle ne relève pas d'une simple humeur belliqueuse, mais d'un véritable bellicisme, d'un amour de la guerre pour la guerre. Et cette passion belliciste va elle-même si loin qu'il estime que les désordres civils, et même les guerres civiles, ne sont pas les plus grands maux dont puissent souffrir les nations.⁴¹ Bien au contraire, le pire des maux, c'est la paix civile, quand elle dure si longtemps que le courage et la force des hommes s'émeussent à force de ne pas s'exercer :

'Tis ill that men should kill one another in seditions, tumults and wars; but it's worse to bring nations to such misery, weakness and baseness, as to have neither strength nor courage to contend for anything; to have nothing left worth defending, and to give the name of peace to desolation. [II, 26, 259]

Loin d'être nocives, les guerres civiles entretiennent la fibre guerrière de la nation, aiguissent la bravoure et la discipline, et la rendent ainsi plus capable encore d'attaquer ses ennemis.⁴² Si le droit de nature dont dispose chaque nation a plus d'une affinité avec la conception qu'en a développée Hobbes, on mesure ici par contre l'immensité de l'écart entre le philosophe de Malmesbury et Sidney. La section 26 du chapitre II des *Discourses*, dont on vient de résumer la teneur, prend l'exact contrepied des thèses défendues dans le *Leviathan*, où c'est au contraire la guerre de tous contre tous, et singulièrement la guerre civile, qui entraîne la désolation que décrit si éloquemment son treizième chapitre. Sans doute pourrait-on arguer que Machiavel développe une idée apparemment analogue à celle de Sidney, et que ce dernier lui a certainement empruntée, aux chapitres IV à VI des *Discours sur la première décade de Tite-Live*. Le Florentin n'écrit-il pas en effet :

Je prétends que ceux qui condamnent les troubles advenus entre les nobles et la plèbe blâment ce qui fut la cause première de la liberté de Rome : ils accordent plus d'importance aux rumeurs et aux cris que causaient de tels troubles qu'aux heureux effets que ceux-ci engendraient. [196]

Mais la ressemblance est superficielle. Chez Sidney, tout se passe comme si les désordres civils étaient bénéfiques en eux-mêmes, quels que soient les groupes qui sont amenés à en découdre ; chez Machiavel, il ne s'agit pas de donner libre cours à n'importe quelle forme de conflit et de violence, mais d'« accepter » la lutte des classes à l'intérieur du corps politique [...] en institutionnalisant le « conflit des patriciens et des plébéiens », comme l'écrit très justement Pierre Manent [24]. On est assez loin de cette espèce de fascination pour la violence indifférenciée qui sature le texte de Sidney, et dont on se demande jusqu'à quel point elle est compatible avec la recherche du bien public.

40. Y.-Ch. ZARKA, *Hobbes et la pensée politique moderne*, Paris : P.U.F., 1995, 141.

41. II, Section 26 : « Civil tumults and Wars are not the greatest Evils that befall Nations » [259-263].

42. « This gave occasion to wars and tumults; but it sharpened their courage, kept up a good discipline, and the nations that were most exercised by them, always increased in power and number » [II, 26, 260].

Il est vrai que, bien plus haut encore que les objectifs somme toute mondains qui en sont constitutifs, Sidney place les valeurs héroïques. Ce ne serait pas forcer le trait que de dire qu'à ses yeux, le seul auto-accomplissement digne de ce nom n'est pas celui de l'individu, dont la mort importe peu, mais celui de la nation ; ou plus exactement encore, que le seul accomplissement qui vaille vraiment pour l'individu est de périr au combat, d'une mort héroïque que transcende et sublime l'auto-affirmation de la nation comme peuple en guerre.⁴³ La devise de la république de Sidney pourrait être *dulce et decorum est pro patria mori*. On est en droit de préférer l'éloge de la paix et la critique du bellicisme que l'on doit à la plume de ce digne successeur de Thomas Hobbes qu'était Robin George Collingwood :

La paix est quelque chose de dynamique, quelque chose d'ardu, c'est déceler, et même prévenir, les occasions de querelle, c'est arrêter le processus par lequel les occasions de désaccords qui sont ainsi créés se durcissent en différends. [...] Ceux qui, inintelligents ou jaloux, contemplent ce processus ardu et compliqué, pensent souvent, ou font semblant de penser, que, puisque ce travail se fait avec compétence et sans tapage, sans bras cassés ni drapeaux brandis ni coups de fusil tirés, qu'aucun travail ne se fait, et ils prennent la paix pour la mort, ou en font semblant.⁴⁴

43. « When the brave Brasilas was slain, some eminent men went to comfort his mother upon the news of his death; and telling her he was the most valiant man in the city, she answer'd, that he was indeed a valiant man, and died as he ought to do, but that through the goodness of the gods, many others were left as valiant as he » [II, 21, 201].

44. R.G. COLLINGWOOD, *Le nouveau Léviathan*, introduction par Paulette CARRIVE, traduction par Lucien CARRIVE, Paris : Kimé, 2001, 378-379.